

RAPPORT DE SUIVI DE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS 2021 - 2024



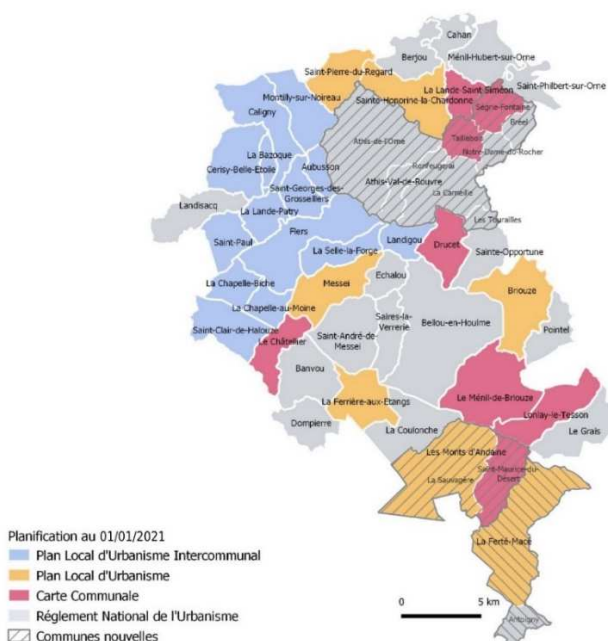
Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) adopté le 25 mars 2024 par le Conseil régional de la Normandie fixe les trajectoires par territoire pour atteindre l'objectif du Zéro Artificialisation Nette à la première échéance de 2030.

Le SRADDET a fixé un objectif de réduction de la consommation des Espaces Agricoles Naturels et Forestiers d'ici à 2030 de 51,2% pour le territoire du PETR du Bocage et propose un taux différencié de -48,8% pour Flers Agglo (courrier de la Région du 18/07/2024).

Ainsi sur la base de la base de donnée de la Région (Carte de Consommation Foncière de l'EPFN) le territoire de Flers Agglo aurait consommé, entre 2011 et 2020, 193 ha d'Espaces Agricoles Naturels ou Forestiers (EANF), soit 0,34 % de la superficie de Flers Agglo. Le plafond de **consommation des ENAF entre 2021 et 2030** serait de 98,82 ha auquel nous devons déduire 15% (affectation à l'enveloppe régionale), soit un **plafond de 84 ha**.

En application des articles L 2231-1 et R 2231-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il y a lieu d'établir un rapport triennal de l'artificialisation des sols sur les territoires couverts par un PLU ou PLUI et carte communale.

Afin d'avoir une vision cohérente de l'artificialisation des sols sur le territoire de Flers Agglo qui est couvert par différents documents d'urbanismes et pour certaines communes qui relèvent du Règlement National d'Urbanisme, le rapport présente l'artificialisation des sols sur l'ensemble des 42 communes.



Il vous est indiqué ci-dessous les objectifs de consommation des Espaces Naturels et Forestiers par documents d'urbanisme opposables en 2024, au sein des Projets d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) :

Commune(s)	Document et date approbation	Objectif de CEANF dans le PADD
Commune nouvelle des Monts d'Andaines	PLU (la Sauvagère) du 21/01/2008 et carte communale (Saint Maurice du désert)	Sans objet
Commune nouvelle de La Ferté Macé	PLU (La Ferté Macé) du 18/10/2006 et RNU (Antoigny)	Sans objet
PLUI 14 communes	18/12/2014	Entre 2015 et 2030 objectif de 160 ha maximum de CEANF
Messei	21/02/2013	Sans objet
La Ferrière aux Etangs	28/01/2005	Sans objet
Sainte Honorine la Chardonne	15/02/2018	Pas d'objectif de CEANF, mais une réduction de 64% des zones 1AU / POS du 7 janvier 2000
Saint Pierre du regard	16/10/2006	Sans objet
Briouze	PLU 31/12/2008	Sans Objet

Par ailleurs les cartes communales opposables sur le territoire de Flers Agglo ne comportent pas d'objectif de Consommation des Espaces Naturels Agricoles et Forestier.

Le décret du 27 novembre 2023 prévoit en son article 4 que pendant la première période de dix années, les EPCI ne sont pas tenus de renseigner les indicateurs 2 et 3 suivants, ni les objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols tant que les documents d'urbanisme n'ont pas intégré cet objectif.

Indicateur 1 : Consommation des Espaces Agricoles Naturels et Forestiers

La consommation des ENAF est calculée en Région Normandie à partir des données cartographiques de consommations foncières (CCF) mobilisées par l'Etablissement Public Foncier de Normandie (millésime de 2020). Elle se traduit comme suit :



Ainsi la consommation d'Espace Agricole Naturel et Forestier entre 2011 et 2020 est estimée à 193 ha, sur les 567,7 km² que représente Flers Agglo, soit 0,34% de la superficie de Flers Agglo.

Les dernières données du référentiel de la Région (CCF) s'arrêtent à 2020. Aussi, il n'est pas possible de comparer la CEANF entre 2011/2020 et 2021/2024 comme le prévoit l'article L.2231-1 CGCT.

Cependant, si l'on observe les chiffres de la consommation sur notre territoire d'après les données nationales du portail de l'artificialisation des sols, **la tendance est à la stagnation autour d'une vingtaine d'hectares consommés par an sur 2021 et 2022** (surface recalculée selon un ratio de 2 entre les données du portail national et de la base régionale sur Flers Agglo) qu'il conviendra de confirmer sur les données actualisées à venir de la base régionale (CCF).

Indicateur 2 : Solde entre les surfaces artificialisées et les surfaces désartificialisées telles que définies dans la nomenclature annexée à l'article R 101-1 du Code de l'Urbanisme.

ANNEXE À L'ARTICLE R. 101-1 DU CODE DE L'URBANISME

Catégories de surfaces		Seuil de référence (*)
Surfaces artificialisées	1° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison du bâti (constructions, aménagements, ouvrages ou installations).	Supérieur ou égal à 50 m2 d'emprise au sol
	2° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison d'un revêtement (artificiel, asphalté, bétonné, couvert de pavés ou de dalles).	Supérieur ou égal à 2 500 m2 d'emprise au sol ou de terrain
	3° Surfaces partiellement ou totalement perméables dont les sols sont stabilisés et compactés ou recouverts de matériaux minéraux, ou dont les sols sont constitués de matériaux composites (couverture hétérogène et artificielle avec un mélange de matériaux non minéraux).	
	4° Surfaces à usage résidentiel, de production secondaire ou tertiaire, ou d'infrastructures notamment de transport ou de logistique, dont les sols sont couverts par une végétation herbacée (**).	
	5° Surfaces entrant dans les catégories 1° à 4°, qui sont en chantier ou en état d'abandon.	
Surfaces non artificialisées	6° Surfaces naturelles dont les sols sont soit nus (sable, galets, rochers, pierres ou tout autre matériau minéral, y compris les surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation) soit couverts en permanence d'eau, de neige ou de glace.	Supérieur ou égal à 2 500 m2 d'emprise au sol ou de terrain
	7° Surfaces à usage de cultures dont les sols sont soit arables ou végétalisés (agriculture), y compris si ces surfaces sont en friche, soit recouverts d'eau (pêche, aquaculture, saliculture).	
	8° Surfaces dont les sols sont végétalisés et à usage sylvicole.	
	9° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui constituent un habitat naturel.	
	10° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui n'entrent pas dans les catégories précédentes.	

(*) Les infrastructures linéaires sont qualifiées à partir d'une largeur minimale de cinq mètres.

(**) Une surface végétalisée est qualifiée d'herbacée dès lors que moins de vingt-cinq pour cent du couvert végétal est arboré.

Par ailleurs l'article R 101-1-III précise que :

« Peuvent être considérées comme des surfaces non artificialisées, au sens de la nomenclature annexée au présent article :

1° Soit les surfaces sur lesquelles sont implantées des installations de production d'énergie solaire photovoltaïque qui respectent les critères fixés par le décret prévu au 6° du III de l'[article 194 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021](#) portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, notamment celles relevant des dispositions prévues aux [articles L. 111-27](#) et [L. 111-29](#). Elles peuvent être qualifiées en fonction de leur usage comme des surfaces relevant des catégories 6°, 7° ou 10° ;

2° Soit les surfaces dont les sols sont végétalisés et à usage de parc ou de jardin public. Elles peuvent être qualifiées comme des surfaces relevant des catégories 9° ou 10° à partir des mêmes seuils de référence applicables. »

Indicateur n°3 : les surfaces dont les sols ont été rendus imperméables au sens des 1° et 2° de la nomenclature à l'article R 101-1 du Code de l'Urbanisme

Sans Objet

Indicateur n°4 Evaluation du respect des objectifs de réduction de la CEANF

Sans objet